

Manifeste progressiste pour la défense de la langue française

UNIVERSALISME / **RÉSISTANCES**

Manifeste progressiste pour la défense de la langue française



Georges Hage, décédé, ancien député honoraire du Nord, doyen de l'Assemblée nationale, et Georges Gastaud, philosophe, auteur de la Lettre ouverte aux « bons Français » qui assassinent la France et d'un traité de philosophie en quatre volumes Lumières communes, ainsi que mille militants politiques et syndicaux, anciens résistants, écrivains, éditeurs, artistes, ouvriers et employés, artisans, étudiants, enseignants, ingénieurs, chercheurs...

**... appellent les travailleurs manuels et intellectuels, les étudiants et les démocrates à la résistance sociale, politique et... linguistique !
Défendons la langue française contre la langue, la pensée, la politique et l'économie uniques !**

Si incroyable que cela paraisse, la langue de Molière et de Racine, de Descartes et de Pascal, de Diderot et de Rousseau, de Victor Hugo et de Rimbaud, de Proust et d'Aragon, de Jeanne d'Arc et de Louise Michel, de Prévert et de Brassens, de Lavoisier et de Langevin, de Piaget et de Lacan, d'Aimé Césaire et de Mouïoud Fersoun, la langue dans laquelle furent écrits le Discours de la méthode et la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, la langue native de la Marseillaise et de l'Internationale, la langue française est en danger.

Non seulement elle est de plus en plus privée des moyens nécessaires à son rayonnement international, mais elle est assilégée en France, en Europe et dans nombre de pays francophones par des groupes politiques, économiques et idéologiques liés au grand patronat ; c'est ainsi que le baron Sellière, l'ex-patron du MEDEF devenu président de l'UNICE (le syndicat patronal européen), a

fait officiellement part à Bruxelles de sa décision de promouvoir l'anglais comme l'unique « langue des affaires et de l'entreprise » ; relayant ce choix patronal, des forces puissantes, qui ont la haute main sur la direction de l'UE, s'achament à faire de l'anglais la langue officielle unique de l'Europe des 28. En France même, certains états-majors du CAC 40 communiquent en anglais à l'interne... et s'efforcent même d'imposer le « tout anglais » à l'ensemble de leur personnel !

Le français est menacé par l'industrie américaine de la chanson et du spectacle qui impose ses normes unilingues jusque dans les titres jamais traduits des films made in Hollywood avec l'objectif d'unifier linguistiquement le marché mondial de la culture et d'en éliminer les productions non anglophones.

Le français est menacé par une bonne partie de la « France d'en

haut » qui répudie la nation républicaine, déchire son « modèle social » et vomit tout ce qui évoque les luttes passées et présentes pour une République sociale, laïque et démocratique. Fascinée par ce que le monde anglo-saxon a de pire, cette « élite » méprise son peuple, coupable de garder au cœur l'héritage des Lumières et de la Révolution, de la Commune et du Front populaire, de la Résistance et de Mai 68 ; en adoration devant l'Europe supranationale et la mondialisation néo-libérale, ladite « élite » veut anéantir tout ce qui, de la langue nationale à l'histoire commune, permet aux travailleurs et aux citoyens de s'unir pour résister au néolibéralisme prédateur.

Le français est menacé par un Conseil constitutionnel qui autorise les transnationales à submerger le marché français de produits dont l'emballage et le mode d'emploi sont exclusivement rédigés en anglais.

Le français est menacé par un Conseil Supérieur de l'Audiovisuel complaisant qui laisse les chaînes publiques et privées ignorer la création française et internationale non anglophone tout en multipliant les publicités en anglais destinées à la jeunesse.

Le français est menacé par la direction de L'Éducation nationale qui réduit les horaires de français, marginalise les langues anciennes et régionales, et qui impose de fait l'anglais utilitaire comme unique langue étrangère première.

Le français, c'est un comble, est menacé par le président de la République lui-même qui a fait créer par l'Élysée un site intitulé *I want to make our planet great again*, site qui, voulant parodier le slogan de campagne du candidat Trump, ne comporte pas le moindre mot de français !

Le français est menacé par le snobisme de ceux qui cherchent à se placer au-dessus de leur peuple, (par exemple le Comité olympique prévoyant d'affubler les JO 2024 à Paris d'un slogan en anglo-américain *Made for sharing*) ou encore en faisant parade de ce qu'ils croient être de l'anglais et qui n'est en fait que du *globish* ou pire, du français, ce sabir qui ridiculise ceux qui l'emploient auprès des vrais anglophones.

Le français est menacé par l'aliénation de nombreux consommateurs qui n'écourent que de la chanson anglo-saxonne et ignorent tout ce qui se crée dans les parties non anglophones du monde.

Le français est menacé par des mouvements séparatistes qui prennent prétexte de la défense des langues régionales (lesquelles peuvent jouer un rôle, à côté du fran-

çais, pour résister à l'uniformisation culturelle) pour promouvoir « l'Europe des régions » au détriment de la République une et indivisible.

Cette menace n'est pas seulement linguistique : elle est idéologique et politique puisqu'elle sape ces valeurs progressistes que sont la souveraineté des peuples, la liberté de pensée, la pluralité des cultures, l'attachement au progrès social, la coopération pacifique entre peuples égaux : ainsi, laisser assassiner le français, et avec lui la littérature, le théâtre, la philosophie, la chanson, le cinéma et la science d'expression française, c'est capituler devant l'idéologie insidieusement totalitaire de la mondialisation néo-libérale qui règne encore plus « naturellement » quand elle est portée « spontanément » par la prétendue « langue de l'avenir ».

Quand demain tous les jeunes Français ne baragouineront plus que le *basil-english* à l'entreprise, quand ils ne répondront plus dans nos rues qu'en *globish* aux étrangers européens (auxquels on n'enseignera plus dans leurs pays que cet idiome en guise de langue étrangère), le français sera réduit au rôle de langue domestique ; l'heure aura sonné de son extinction ou de sa momification sous la forme d'une langue morte, dite « de culture », réservée à cette même « élite » ... qui l'aura assassinée ! Que restera-t-il alors de la France et de l'idéal républicain qui l'inspire depuis deux siècles ? Quelle déchéance, quelles humiliations subira alors cette majorité de Français et d'immigrés qui continueront à parler français en France, soit par choix, soit parce que leur situation sociale les exclura de tout accès au nouveau code mondialisé de la domination ?

Mais ce n'est pas seulement pour défendre le peuple de France et la francophonie, gravement menacée en Wallonie, en Suisse romande, au Québec, etc., qu'il faut que se déve-

loppe un mouvement populaire de défense du français. Si le français, l'une des langues les plus « reconnues » au monde, est attaqué en France même, quelle autre langue n'est-elle pas en péril de mort, notamment dans le tiers-monde ? À travers le français, c'est le droit à la différence culturelle, politique et idéologique que met en cause mondialement une entreprise totalitaire qui menace l'humanité d'un appauvrissement sans précédent. D'ailleurs, la langue anglaise et ses prolongements américains périraient à leur tour si le français finissait par sombrer ; car le *globish* est moins une langue, porteuse d'histoire, de poésie, de sentiments, de pensée, d'expérience humaine en un mot, qu'un code commercial idéologiquement chargé dont le rôle insidieux est de normaliser le marché des idées.

C'est pourquoi nous appelons notre peuple et sa jeunesse à la résistance linguistique.

Cet appel s'adresse d'abord au monde du travail, car l'éviction programmée du français de la sphère économique prépare et accompagne le démontage de l'industrie nationale, des entreprises nationalisées et des conquêtes sociales. Notre appel s'adresse donc aux travailleurs salariés, à leurs organisations politiques et syndicales, dont certaines mènent déjà l'action collective contre les tentatives d'évincer la langue française de la communication interne des entreprises.

Le présent appel s'adresse aux jeunes, « précaires », chômeurs, étudiants, lycéens, qui ont démontré leur capacité de résistance sociale et idéologique, mais qui n'en restent pas moins la cible privilégiée des ennemis de notre héritage linguistique.

Le manifeste s'adresse aux agriculteurs, artisans, petits commerçants et membres des professions libérales dont la responsabilité est d'obliger les marques à respecter la clientèle francophone, et à travers elle, l'existence même d'un marché national et local dont dépend l'existence même de la petite et moyenne entreprise.

Le manifeste interpelle également les intellectuels, enseignants, chercheurs, ingénieurs, créateurs, écrivains, journalistes, producteurs d'émissions audiovisuelles, qui ont la charge de transmettre notre héritage en ouvrant sur l'avenir. En particulier, nous demandons aux chercheurs de publier et de communiquer en français, à fortiori s'ils exercent leur métier en France, quitte à exiger de l'État qu'il fournisse les moyens nécessaires pour traduire, et de diffuser, si nécessaire, les articles scientifiques en anglais.

Nous nous adressons aussi aux travailleurs immigrés qui nous font l'honneur de vivre en France, de parler français ou d'apprendre cette langue. Pas plus que nous n'opposons la défense du français à la langue anglaise en tant que telle, nous n'opposons le français aux langues arabe, berbère, swahili, wolof, etc. Certes, le français est, ou a pu être, utilisé comme une arme de ségrégation par les colonisateurs et certains états néo-coloniaux ; par principe, nous soutenons donc tout effort visant à permettre aux peuples anciennement colonisés d'étudier, d'écrire et de créer dans leur langue maternelle respective ; nous ne sommes pas non plus hostiles aux efforts pour diffuser une langue internationale indépendante telle que l'espéranto. Mais d'abord, ce n'est pas la langue française qui est coupable de l'usage qu'en ont fait les colonisateurs ; et aujourd'hui, ce n'est pas le français, lui-même assiégé par l'anglo-américain, qui menace la diversité linguistique dans le tiers-monde !

Au contraire, il nous est insupportable que le bon « usage domestique » du français serve de critère au ministre de l'Intérieur pour chasser de France des familles africaines pauvres... alors que le pouvoir en place laisse les conseils d'administration de grandes sociétés françaises (et même de certains états-majors militaires !) se tenir en anglais sur notre sol !

Nous appelons aussi les citoyens étrangers épris d'humanisme à soutenir notre action ; cela concerne ceux qui pratiquent le français, ceux qui, sans parler français, veulent défendre une langue qui appartient au patrimoine de l'humanité, ceux qui voient **dans la défense du français un rempart contre la langue mondiale unique.**

Enfin, nous invitons les amoureux de l'Europe des échanges culturels à défendre le français sans confondre la « construction européenne », triste résultat des traités néo-libéraux et supranationaux, avec le projet universaliste initialement porté par l'Europe des Lumières. Pour défendre le français, les signataires du présent manifeste constitueront un

Collectif Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Émancipation Linguistique C.O.U.R.R.I.E.L.

<https://courriel-languefrancaise.com/>

Celui-ci recensera, analysera et dénoncera les agressions politiques, économiques, publicitaires, médiatiques, contre la langue française (il ne s'agit pas de pointer les « fautes de français », la création verbale, les parlers régionaux ou argotiques... nous ne sommes pas des puristes !).

Il proposera et promouvra des expressions françaises, là où la domination commerciale des États-Unis impose des expressions américaines. À partir de son objet propre, ce Collectif

interviendra auprès des travailleurs et lutte contre les délocalisations et les dénationalisations. De même, dans l'esprit unitaire du 29 mai 2005 (daté du référendum qui permit au peuple français de refuser la Constitution européenne), ce Collectif interviendra de manière non politicienne dans les débats sociaux, politiques, culturels et sociétaux pour soutenir toute action visant à empêcher l'anglo-américain de s'ériger en langue unique « de affaires et de l'entreprise », interpelle et au besoin, dénonce, les décideurs politiques, économiques, médiatiques, qui « accompagnent » le déclin planifié du français.

De même, ce Collectif militera-t-il pour que la francophonie, d'outil néo-colonial qu'elle fut (et reste pour un part ?), devienne un outil international de résistance en alliance avec tous les peuples qui veulent défendre leur langue sans opprimer d'autres groupes linguistiques.

Le Collectif dénoncera les publicités en anglais, exigera que les titres des films américains soient, sauf cas particuliers, traduits en français, ainsi que la dénomination et le mode d'emploi de tout produit importé ; il pourra appeler au **boycot des marques et des magasins qui privilégient l'anglais** dans leur intitulé ou leur communication en direction du public francophone.

Le Collectif exigera également que l'enseignement des langues étrangères, mais aussi, celui des langues régionales et des langues anciennes, soit élargi et diversifié à l'école, dans le Second degré et à l'Université.

Enfin, le Collectif militera pour que l'enseignement du français soit rétabli dans toute sa force, car la maîtrise par tous de la langue nationale est la clé de la citoyenneté.

Retrouvez tous les signataires du Manifeste : <https://courriel-languefrancaise.com/les-signataires/> ■